

Trop, c'est trop!

BULLETIN DE LIAISON N° 5. NOVEMBRE 2006.



Pierre Vidal-Naquet notre ami, un Juste pour les Palestiniens

*Le dernier texte qu'a signé Pierre Vidal-Naquet, historien de la Grèce ancienne et citoyen engagé dans nombre de luttes pour les droits de l'Homme au XX^e siècle, a été, quelques jours avant sa mort le 29 juillet 2006, un texte de « **Trop, c'est trop!** » contre l'intervention israélienne au Liban.*

Ami de Madeleine Rebérioux dont il avait fait la connaissance pendant la guerre d'Algérie au sein du Comité Maurice-Audin, cet intellectuel fidèle à l'engagement dreyfusard, avait été parmi les premiers signataires de l'appel constitutif de notre collectif lancé par elle en décembre 2001 contre l'enfermement de Yasser Arafat à Ramallah et tout ce que cela signifiait comme abandon de la recherche d'une solution politique avec l'Autorité palestinienne.

Né à Paris en 1930 dans une famille juive, républicaine et patriote, profondément marqué en mai 1944 par l'arrestation et la déportation de ses parents, il a écrit dans ses Mémoires avoir, par la suite, « toujours jugé des hommes et des événements en fonction du destin auquel il avait échappé ».

*Entre l'histoire des Grecs et celle des Juifs, entre ses combats contre la torture et pour le dialogue entre Israéliens et Palestiniens, il se définissait comme « un homme passionné qui s'engage, doublé d'un historien qui le surveille de près, enfin, qui devrait le surveiller de près. » Dans son premier livre, *L'Affaire Audin*, publié en 1958 aux éditions de Minuit, il a démonté les mensonges de l'armée française sur la fausse évasion du jeune mathématicien Maurice Audin, mort sous la torture à Alger. Il a lui-même subi des sanctions pour avoir signé le « Manifeste des 121 » pour le droit à l'insoumission en Algérie.*

*Engagé en 1966 contre la guerre du Vietnam au sein du Comité Vietnam national, il s'est investi avec passion dans la recherche de la paix au Proche-Orient en affirmant à la fin de la Guerre des Six-Jours en juin 1967 qu'aucune paix ne sera possible sans la création d'un État palestinien au côté de l'État d'Israël (dans *Après*, texte paru dans « Le Monde » du 13 juin 1967). Fils de déportés, pourfendeur des négationnistes, il n'a eu de cesse de dénoncer ceux qui cherchent à justifier par des références à la Shoah tous les choix politiques et militaires suicidaires de l'État hébreu.*

*Rédigé en plein accord avec lui, le texte « Assez! » qui qualifie la guerre au Liban et à Gaza de « course effrénée vers l'abîme » était dans le droit fil de son engagement dans notre collectif. Pierre avait souvent représenté « **Trop, c'est trop!** », notamment le 21 novembre 2005 au gymnase Japy à Paris, lors de la réunion publique avec Leïla Shahid pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens.*

Nous devons à sa mémoire de continuer son action.

Gilles Manceron et Abraham Ségal

Pierre Vidal-Naquet, un historien dans la cité

Pour témoigner de l'importance des engagements de Pierre Vidal-Naquet comme de son œuvre d'historien, **une journée d'hommage aura lieu le 10 novembre de 9 h 30 à 19 h 30 dans le grand auditorium de la Bibliothèque nationale de France.**

Elle est organisée conjointement par la **BnF, la Ligue des droits de l'homme, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), les éditions La Découverte et le collectif « Trop, c'est trop! », (avec le soutien de l'Association Castoriadis, de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), la revue Esprit, France-Culture, Le Monde diplomatique, les éditions Albin Michel, Minuit et Les Belles Lettres).**

À travers des témoignages, des extraits de films, d'émissions de radios et des lectures de textes, elle abordera cinq thèmes et notamment, entre 16 heures et 18 heures, **« Les Juifs, Israël et la Palestine - de Massada à Ramallah », avec Abraham Ségal, Shlomo Sand, Richard Marienstras, Esther Benbassa, Elias Sanbar, Dominique Vidal et Leïla Shahid.**

BnF, site François-Mitterrand, Quai François-Mauriac, Paris 13^e
Grand auditorium, Hall Est (entrée libre dans la mesure des places disponibles)
Précisions et autres informations sur le site : <http://www.pierre-vidal-naquet.net/>

Un programme complet de la journée d'hommage sera aussi envoyé par méil.

ASSEZ!

Nous le savons, nous l'avons suffisamment entendu : Israël a le droit de se défendre, Israël a le droit de tout faire pour libérer les soldats de Tshal (dite « armée de défense d'Israël ») pris en otage. Selon les généraux qui inspirent la politique d'Israël – des super-stratèges –, la meilleure façon de se défendre est, bien sûr, d'attaquer.

Attaquer Gaza, arrêter des ministres et des parlementaires (ils sont du Hamas, donc des terroristes), liquider des activistes ainsi que leurs parents et leurs voisins, détruire des centrales électriques, affamer la population, rendre la vie des Gazaouis impossible (et leur apprendre par la même occasion où ça les mène d'avoir voté pour le Hamas).

Attaquer le Liban de tous les côtés et par tous les moyens, faire trembler le « Pays du cèdre », faire fuir des centaines de milliers de Libanais sur des routes défoncées et des ponts détruits par les bombes, tuer des civils et des soldats – et même quelques miliciens du Hezbollah – en rasant des villages et des quartiers : à qui la faute si les terroristes se cachent au milieu de la population civile ?

Maintenant que leurs « surveillants » et « protecteurs » syriens ont pris quelque distance, c'est le rôle d'un voisin fort et sincère comme Israël de donner aux Libanais une bonne leçon de légalisme : qu'ils sachent – une fois pour toutes ? – ce qu'est la loi internationale ! Qu'ils comprennent le danger de ne pas respecter une résolution du Conseil de sécurité qui stipule le désarmement du Hezbollah. Car Israël est le meilleur exemple pour le respect des résolutions de l'ONU, pour la non-agression des pays voisins, pour un traitement humanitaire des populations en Palestine occupée (assez ingrates pourtant, puisqu'elles ne reconnaissent pas les bienfaits de la colonisation).

Bien sûr, le système électronique de surveillance installé autour de la bande de Gaza et le mur de séparation en Cisjordanie sont destinés à garantir la sécurité des Israéliens. Ils ne sont pas du tout dirigés contre les Palestiniens, mais contre les terroristes qui se dissimulent parmi eux.

Bien sûr, les bombardements quotidiens des villes, routes et villages libanais ne visent pas le peuple du Liban, mais les terroristes qui les ont pris en otage et qui sont à la pointe de l'« Axe du Mal ». Chacun a compris que le Hezbollah et le Hamas sont les bras armés de la Syrie et de l'Iran, et qu'ils sont sans doute manipulés en sous-main par Al Qaïda.

Ça vous rappelle peut-être les preuves américaines pour justifier la guerre contre l'Irak, mais ça n'a rien à voir, bien entendu...

Dans le cas d'Israël – petit pays démocratique entouré par des dizaines de millions d'Arabes –, qui pourrait s'opposer au nettoyage de ces bourbiers terroristes, en attendant la punition sévère de leurs protecteurs syriens et iraniens, même au prix de quelques destructions, même si quelques innocents – quelques centaines de milliers d'innocents – en souffrent ?

Pas les « amis américains » en tout cas. Pas les Européens qui ont souffert aussi du terrorisme arabo-islamique et qui, par ailleurs, n'ont pas oublié leur sentiment de culpabilité envers le peuple juif. À peine à peine la France qui, à défaut d'exiger l'arrêt de l'agression israélienne – et l'arrêt simultané des attaques du Hezbollah –, essaie d'humaniser le conflit.

Reste l'opinion publique, notamment les associations, collectifs et individus qui, dans de nombreux pays, agissent depuis des années contre la guerre, contre l'occupation des Territoires et pour un dialogue juste et constructif entre Israéliens et Palestiniens. Ce dialogue, maintes fois ébauché, maintes fois interrompu, constitue la meilleure chance d'une paix à construire. À l'opposé de la logique guerrière, nous pensons que des victoires militaires ne garantissent pas l'avenir d'Israël. Seuls un dialogue ouvert et la recherche patiente d'une cohabitation avec un véritable État palestinien permettraient aux Israéliens d'obtenir la paix avec leurs voisins arabes.

Mais nous sommes encore là, en plein conflit, dans le désarroi, comme des orphelins.

Nous autres, qui faisons partie du collectif « Trop, c'est trop! » constitué en décembre 2001 à l'initiative de l'historienne Madeleine Rebérioux, nous crions aujourd'hui : « Assez ! »

Assez de cette folie guerrière, assez de cette agression abominable menée au nom d'Israël contre des Libanais et des Palestiniens, agression paranoïaque qui provoque en retour des tirs meurtriers contre des civils israéliens. Assez de ce comportement cynique qui utilise les trois soldats prisonniers comme prétexte pour régler leur compte aux partisans du Hamas et aux membres du Hezbollah, lesquels ne cessent en réalité de se renforcer par leur résistance aux attaques d'Israël. Assez de cette fuite en avant vers une conflagration hasardeuse où les États-Unis « défendraient » Israël en se lançant dans une nouvelle guerre aux conséquences incalculables contre la Syrie et l'Iran.

Assez de cette course effrénée vers l'abîme.

Signé pour « Trop, c'est trop! » par :

Étienne Balibar, Suzanne Citron, Stéphane Hessel, Alain Joxe, Henri Korn, Jacques Maillot, Gilles Manceron, Marie-José Mondzain, Giuseppina Russo, Abraham Ségal, Annie Ségal, Pierre Vidal-Naquet.

Paru partiellement dans *Libération* du 27-7-06 et intégralement dans *L'Humanité* du 29-7-06.

N'oublions pas les Palestiniens, n'oublions pas Gaza.

La dernière guerre du Liban est terminée ; elle a fait plus de mille victimes libanaises, un million de déplacés et ravagé l'infrastructure économique de ce petit pays ; on ne connaît pas précisément les pertes en combattants du Hezbollah. Côté israélien, il y a eu une cinquantaine de victimes civiles et 120 militaires tués. Si les tirs de roquettes du Hezbollah sur des populations civiles israéliennes sont des crimes de guerre, les crimes commis par les Israéliens sont d'un autre ordre de grandeur. Les médecins soignant les blessés au Liban signalent des types de blessures sans précédent, qui ne peuvent être dus qu'à de nouveaux types d'obus et de bombes, dont tout indique qu'ils ont été livrés par les Américains. Les combats à peine cessés, le gouvernement israélien, où Ehoud Olmert et Amir Peretz font figure de marionnettes aux mains de l'état-major, parlait déjà d'un deuxième round. Cette guerre du Liban, déclenchée par les Israéliens sur un prétexte, marque un double échec israélien : l'armée israélienne n'a pas réduit significativement la force militaire du Hezbollah, et a même montré ses limites quand elle est confrontée à un adversaire qui a des armes modernes, contrairement aux Palestiniens désarmés ; par ailleurs, des citoyens ou des médias européens ou américains qui soutenaient traditionnellement Israël ont adopté une position très critique à la suite des massacres commis ou du meurtre délibéré de quatre observateurs de l'ONU (à témoin le revirement des médias allemands après le bombardement de Cana).

Si on peut espérer une reconstruction du Liban, les violences israéliennes en Palestine n'ont pas cessé. La situation à Gaza est de plus en plus dramatique ; après la destruction des centrales électriques par Israël, les particuliers ne disposent que de quelques heures de courant par jour ; les mères ne peuvent même pas conserver au frais le lait pour leurs bébés. Les destructions d'infrastructures s'ajoutent à un blocus des accès terrestres et à un blocus naval ; il n'y a plus de carburant, en particulier pour les camions de voirie ; les ordures s'entassent dans la chaleur et l'OMS n'exclut pas une épidémie de choléra à Gaza. Le commerce est paralysé, le taux de pauvreté a dépassé 60 % et la malnutrition sévit. Aux crimes israéliens s'ajoute la suspension des aides financières américaines et européennes aux Palestiniens, qui ont « mal voté » en votant Hamas. La décision européenne a été dénoncée dès le début par ceux qui soutiennent les Palestiniens ; elle se révèle aussi absurde que criminelle. Dans le même temps, Israël utilise une arme de purification ethnique administrative à Jérusalem. Les Palestiniens de Jérusalem qui avaient séjourné à l'étranger, en particulier aux États-Unis, étaient soumis à des régimes de visas arbitraires et invraisemblables ; les autorités israéliennes leur refusent maintenant l'accès aux territoires palestiniens.

Nous ne pouvons abandonner les Palestiniens à l'oubli dans lequel souhaiteraient les enfermer les autorités israéliennes. Nous pouvons agir dans plusieurs directions.

Premièrement, soutenir directement les Palestiniens ; c'est le sens de l'opération « Un bateau pour Gaza », organisée par des villes françaises et belges, que nous soutenons.

Deuxièmement, soutenir les pacifistes israéliens, qui doivent affronter un matraquage des médias dans leur pays.

Troisièmement, faire pression sur les autorités françaises ainsi que sur les candidats aux prochaines élections présidentielles et législatives.

Quatrièmement, au niveau européen ; les changements de gouvernement en Espagne et en Italie sont positifs pour la cause palestinienne ; le départ programmé de Blair l'est aussi. Nous souhaitons qu'une campagne soit relancée rapidement pour demander la suspension de l'accord de coopération économique avec Israël ; elle permettrait d'interpeller les candidats à la présidentielle en France.

Cinquièmement, nous souhaitons que soit imposée à Israël une négociation internationale et globale incluant la question palestinienne ; la meilleure base de négociation actuelle est celle proposée en 2004 par la Ligue arabe.

Nous souhaitons aussi qu'une campagne internationale soit lancée pour que soient jugés les crimes israéliens.

N'oublions pas les Palestiniens, n'oublions pas Gaza.

Pierre Nicodème

Yonathan Shapira et Bassam Aramim : deux combattants pour la paix

Pendant la guerre du Liban, plusieurs manifestations ont rassemblé jusqu'à 2 000 personnes à Tel-Aviv. La couverture de ce mouvement de protestation par la presse française a été minimale. Le développement depuis 2002 du mouvement des objecteurs de conscience dans l'armée israélienne, avec l'apparition de *Courage de Refuser*, n'a eu jusqu'à présent que très peu d'écho en France. Pourtant, ces « résistants de l'intérieur », qui participent largement à l'émergence d'une nouvelle conscience pacifiste en Israël, sont soutenus par de nombreux militants et de nombreuses associations palestiniennes : c'est avec eux qu'une autre histoire se construit.

Ancien capitaine de l'armée de l'air israélienne, licencié pour avoir lancé un mouvement de protestation en 2003 (une trentaine de pilotes ont signé à l'époque une lettre exprimant leur refus de poursuivre une guerre d'occupation et condamnant les actes de l'armée israélienne), Yonathan Shapira est devenu une figure de l'objection de conscience en Israël. Né à Jérusalem, fils de pilote, membre d'une association qui aide les rescapés et victimes d'attentats terroristes, ce capitaine a basculé le jour où, après une attaque qui avait tué 16 Palestiniens dont 9 enfants, le général Dan Halutz a déclaré dans une interview que les « pilotes n'avaient pas d'états d'âme ».

Bassam Aramim, membre du Fatah, a participé à l'Intifada. À 17 ans, il a été arrêté et a passé 7 ans dans les prisons israéliennes. Malgré cette douloureuse expérience, il a choisi, lui aussi de poursuivre le combat autrement. Tous deux ont créé le mouvement israélo-palestinien des « Combattants pour la paix ».

Tout récemment, au moment de la guerre du Liban, ils ont mené campagne pour obtenir une commission d'enquête sur l'action de Dan Halutz, dont la nomination comme chef d'état-major de l'armée au moment du retrait unilatéral de Gaza avait suscité un tollé chez les organisations palestiniennes et les opposants israéliens. Halutz est en effet responsable de l'attaque contre Salah Shenadeh, membre du Hamas qui avait causé en « dommages collatéraux » la mort de plusieurs enfants palestiniens. À l'époque, le général avait déclaré que la mission avait été parfaitement exécutée et que les pilotes « pouvaient dormir tranquilles ».

Yesh Gvul (mouvement d'objecteurs de conscience contre la guerre de 1982 au Liban dont le nom signifie « il y a une frontière à ne pas franchir »), le Comité Public contre la Torture, des écrivains, des poètes, des universitaires et des pilotes ont réclamé jusqu'à présent sans succès «... Que la Haute Cour israélienne le suspende [le général Halutz] de ses fonctions jusqu'à ce qu'une enquête criminelle soit menée pour déterminer s'il est coupable de crimes de guerre... ».

Aujourd'hui, Yonathan et Bassam parcourent le monde pour délivrer un autre message : « Nous avons créé ce groupe qui rassemble des combattants des deux bords pour trouver ensemble le moyen de mener une lutte non-violente contre l'occupation ; et aussi pour s'appuyer sur ce qui nous rassemble ».

Pour Bassam Aramim, « Il s'agit de montrer aux Israéliens, aux Palestiniens et au monde que nous avons un partenaire. Nous sommes des partenaires. Et le gouvernement israélien doit arrêter de dire qu'il n'a pas de partenaire, qu'il n'y a personne avec qui parler ou négocier du côté palestinien. »

Le mouvement de solidarité avec la Palestine, en soutenant l'objection de conscience en Israël et les groupes israélo-palestiniens, concourt à l'écriture d'une autre histoire. Une presse libre devrait, au lieu de reprendre le discours de l'état-major de l'armée israélienne, prêter une oreille aux autres voix.

Fabienne Messica

« Couler l'État palestinien, sanctionner son peuple », un rapport d'enquête de la FIDH

Une mission de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) s'est rendue en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés de Cisjordanie et de Gaza entre le 25 juin et le 2 juillet 2006. Son objet était d'examiner la situation des droits économiques et sociaux un an après le retrait d'Israël de la bande de Gaza et trois mois après qu'Israël et la communauté internationale ont décidé de suspendre tous les contacts avec le gouvernement de l'Autorité palestinienne et toutes les aides à et via ce gouvernement dirigé par le Hamas, qui avait remporté les élections du 25 janvier 2006.

Au retour de la mission, le 2 juillet, la FIDH a lancé un appel exprimant ses craintes quant à l'impact des sanctions financières imposées à l'Autorité palestinienne depuis l'entrée en fonctions du gouvernement Hamas, le 29 mars 2006. Pour elle, l'attitude d'Israël et de la communauté internationale par rapport à l'Autorité palestinienne risquait :

- d'encourager la radicalisation au sein de la population palestinienne,
 - d'accroître la compétition entre le Hamas et le Fatah d'une part, entre le gouvernement et la présidence de l'autre, entraînant le risque de conflit ouvert entre des factions rivales,
 - de mettre en faillite l'Autorité palestinienne, retardant dès lors la perspective d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable en Cisjordanie et à Gaza, et donc le règlement définitif de paix au Moyen-Orient,
 - de créer des conditions conduisant soit à un retour de l'occupation israélienne, soit à un « failed State » – un État défaillant.
- Dans le rapport qu'elle vient de publier intitulé « Couler l'État palestinien, sanctionner son peuple : l'impact de l'asphyxie économique du Territoire palestinien occupé sur les droits de l'Homme », la FIDH constate avec regret que ses prévisions se réalisent.

Le rapport est disponible sur le site internet de la FIDH :
<http://www.fidh.org/IMG/pdf/IsraelTPO459fr1.pdf>

L'Appel de Toulouse pour le droit à l'éducation en Palestine

Dans un appel lancé depuis Toulouse le 13 octobre 2006, le Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes (CICUP) a attiré l'attention sur l'aggravation de la situation dans les territoires palestiniens suite au blocus économique consécutif aux élections de janvier qui ont porté le Hamas au pouvoir fin mars 2006.

Cette situation a des conséquences désastreuses sur le droit à l'éducation : grèves de professeurs (salaires non payés depuis sept mois), couvre-feux, Mur, clôtures et check-points, destructions d'infrastructures, isolement local et international, réduction drastique des financements... En 2006 les universités n'ont obtenu aucune dotation. Cette situation va peser sur les années à venir, la formation d'enseignants et de médecins va être compromise. Elle pèse aussi sur la vie démocratique, les universités étant des lieux d'apprentissage de la démocratie.

Dans ce contexte, les universitaires du CICUP ont appelé leurs collègues :

- à développer dans leurs établissements l'information sur la situation du droit à l'éducation en Palestine occupée;
- à développer les actions de solidarité et de coopération avec la communauté éducative palestinienne (jumelages, invitations de collègues...);
- à interpeller les élus pour faire cesser cette situation scandaleuse.

Contact : CICUP c/o CICIP 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris

Bulletin réalisé par Jacques Maillot, Gilles Manceron, Fabienne Messica, Pierre Nicodème, Annie Ségal, Abraham Ségal.

Soutien financier, chèques à l'ordre de :
LDH. Trop, c'est trop !

Adresse postale : « **Trop, c'est trop !** » Ligue des Droits de l'Homme – 138, rue Marcadet – 75018 Paris

Adresse e-mail : trop-cest-trop@laposte.net

Site internet (de la Ligue des droits de l'Homme) :
www.ldh-france.org (puis, dans le menu « Agir avec la LDH »,

Violences au quotidien à Gaza

Le *Palestinian Center for Human Rights* (PCHR), Centre palestinien pour les droits de l'homme, organisation membre de la FIDH, a rapporté ainsi les violences qui se sont déroulées le 21 septembre 2006 :

- Une femme palestinienne a tenté de protéger son mari sourd qui était battu par des soldats israéliens. Ceux-ci ont tiré sur elle à bout portant, puis ont empêché une ambulance palestinienne de lui porter secours. La femme est morte par suite d'hémorragies quelques heures plus tard. Elle était mère de onze enfants.
- Un Palestinien est mort dans des conditions similaires à la suite de blessures par balles.
- Le même jour trois jeunes bergers gardant leurs moutons ont été tués par un missile sol-sol israélien.
- Dans la bande de Gaza, ce jour-là, cinq civils dont trois enfants ont été tués par les soldats israéliens et sept autres blessés.

Le rapport hebdomadaire du PCHR pour la semaine du 12 au 18 octobre établit le bilan suivant :

- 28 Palestiniens, dont 17 civils parmi lesquels deux enfants et une femme, ont été tués par les forces d'occupation israéliennes.
- 45 Palestiniens, dont 14 enfants et 4 femmes, ont été blessés.

Par ailleurs, le PCHR a lancé dans la même période de nombreux appels dénonçant les dangers de la prolifération grandissante des armes à feu à Gaza, cause de multiples incidents qui font un grand nombre de victimes civiles, dont des enfants. Il a aussi condamné fermement l'assassinat de membres des forces de sécurité palestiniennes, ainsi que les enlèvements d'étrangers, par des groupes armés palestiniens.

Voir <http://pchrghaza.org>